

EXTRAIT DU REGISTRE DES ARRÊTES DU MAIRE

OBJET : Travaux GRDF.

Le Maire de la Commune de Sury-le-Comtal,

- Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.2212-2 et L.2213-1,

- Vu le Code de la route,

- Vu le Code de la voirie routière,

- Vu la demande d'arrêté en date du mercredi 27 octobre 2022 envoyée par Monsieur Alexis Bonnet de la société SOBECA, située ZA Charles Chana, Boulevard Puits Charles à Roche-la-Molière. La société SOBECA sollicitant l'autorisation d'occuper le domaine public rue du Onze Novembre pour le compte de GRDF.

ARRÊTÉ

Article 1 : La Société SOBECA précitée est autorisée à occuper le domaine public rue du Onze Novembre à partir du jeudi 1^{er} décembre jusqu'au vendredi 3 mars 2023 afin de procéder à des travaux de renouvellement du réseau et des branchements gaz sur la section de voie comprise entre le Boulevard Orelu et la rue du Verneuil. La circulation s'effectuera sous alternat par feux tricolores et en chaussée rétrécie, en fonction de l'avancée du chantier. Sur l'ensemble de la voie concernée, le stationnement sera interdit des deux cotés et ce en fonction des nécessités de l'intervention. L'entreprise mettra en place la signalisation adaptée au chantier et les déviations nécessaires à la sécurité des usagers. **Elle veillera à laisser libre accès au véhicule des ordures ménagères (orduresmenageres@loireforez.fr/0800.881.024) les jeudis.**

Article 2 : Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de respecter les prescriptions suivantes :

- L'accès aux immeubles riverains, la desserte du chantier et les livraisons devront être assurés en toutes circonstances.

- Les rubans de signalisation seront utilisés dans le seul but de renforcer la visibilité du chantier, et ne pourront permettre, à eux seuls, de délimiter l'emprise du chantier.

- Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de procéder à l'installation de panneaux d'information à chaque extrémité du chantier, qui comporteront le nom de la société, le nom de l'entreprise et ses coordonnées, la nature des travaux, la date de début et la durée du chantier.

- Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires afin de protéger les arbres et autres plantations à proximité du chantier.

- Le bénéficiaire de l'autorisation est tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour éviter toute salissure aux abords du chantier ainsi que sur les chaussées éventuellement empruntées pour des transports de matériaux divers. Les abords et chaussées feront l'objet de nettoyages périodiques.

Article 3 : Le permissionnaire à la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

Article 4 : Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terre, dépôt de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état ne devra pas excéder 31 jours (sauf grosses intempéries). En cas de carence ou de négligence de l'entreprise, les services municipaux pourront, après mise en demeure demeurée sans effet sous 24 heures, procéder aux nettoyage et enlèvements nécessaires aux frais du bénéficiaire de l'autorisation.

Article 5 : La présente est délivrée sous réserve du droit des tiers et des règlements en vigueur.

Article 6 : M. le responsable de la Police Municipale, Madame. la Directrice des Services Techniques et de l'Urbanisme, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du Présent arrêté. Notification sera faite à l'intéressé.

Article 7 : Tout recours contre le présent arrêté doit être formé auprès du tribunal administratif de Lyon dans les deux mois à compter de sa publication.

A Sury-le-Comtal, le 7 novembre 2022

L'adjoint délégué
David COCAGNE



Délais et voies de recours : La présente autorisation est susceptible d'un recours pour excès de pouvoir présenté devant le tribunal administratif de Lyon dans le délai de deux mois à compter de sa notification à son bénéficiaire.